

## PROTOCOLE INDEMNITAIRE

### Entre les soussignés :

**L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL OU DAUPHINE**, Etablissement Public Local à caractère industriel ou commercial, dont le siège est situé à GRENOBLE (38 100), 44 Avenue Marcelin Berthelot, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de GRENOBLE sous le numéro 447 593 104,

**Représenté par son Directeur, Monsieur Vincent REMY**, fonction à laquelle il a été nommé en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 14 avril 2022.

Ci-après collectivement désigné : "**EPFL**",

### ET :

**La Société VALGO**, Société par actions simplifiées, dont le siège social est situé à PETIT COURONNE (76 650), 72 Rue Aristide Briand, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ROUEN sous le numéro unique d'identification 453 975 831,

**Représentée par son Président Monsieur François BOUCHE**,

Ci-après désignée : "**VALGO**",

Etant individuellement désignées la "**Partie**" et collectivement les "**Parties**".

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

## **Article 1 - RAPPEL DES FAITS**

L'EPFL était propriétaire d'un tènement immobilier cadastré section EL n°051, situé au 6-8 Rue Eugène Sue, dans la commune de Grenoble (SUE 38 100). Ce terrain a été acquis en vue de la construction d'un groupe scolaire par la ville de Grenoble et l'aménageur SAGES.

Dans le cadre de ses missions, l'EPFL a entrepris plusieurs investigations environnementales, notamment :

- ✓ En 2013 et 2014, la société ARCADIS a mené des études historiques sur la ZAC Flaubert et le site concerné, suivies des premières investigations des sols ;
- ✓ En 2018, des diagnostics complémentaires et un plan de gestion des sols et gaz du sol ont été réalisés par ARCADIS ;
- ✓ En 2019, la société ENVISOL a actualisé le plan de gestion en y intégrant des investigations complémentaires portant sur les sols, les eaux souterraines et les gaz du sol.

Ces études ont révélé la présence d'anciens exploitants depuis 1930 avec des activités variées (garage automobile, entrepôts de stockage). Le dernier exploitant identifié est la société Point P, qui a cédé le bien en 2014.

### **Ces investigations ont mis en évidence des pollutions aux hydrocarbures et solvants chlorés, ainsi que la présence du gaz dans les sols.**

En 2020, L'EPFL a missionné le bureau d'études ENVISOL et son sous-traitant, l'entreprise de travaux VALGO, pour la réalisation d'un plan de conception des travaux (PCT). Ainsi, le PCT a conclu à la nécessité de traiter les terres hors-site.

Afin de réaliser la dépollution de ce site, un appel à concurrence a été lancé. C'est le groupement VALGO/CONVERSO qui a été retenu pour un montant de **199 487,00 € HT**, pour une durée de 12 mois et une notification fixée au 21 mai 2021.

L'intégralité de l'opération se déroule en quatre temps :

- Phase 1 : phase préparatoire du chantier, d'une durée prévisionnelle de 3 semaines.
- Phase 2 : phase d'excavation, de tri et d'élimination des hydrocarbures et des solvants chlorés, d'une durée prévisionnelle de 2 semaines.
- Phase 3 : phase de démantèlement des installations et remise en état du site, d'une durée prévisionnelle d'une semaine.
- Phase 4 : Prestations optionnelles : purge des massifs en bétons enterrés présents sur le site.

Les travaux envisagés correspondent au tri, à l'évacuation et à l'élimination des terres impactées.

Cependant, le 21 mai 2021, dès le début des travaux, les équipes se sont retrouvées face à une situation inhabituelle ; **des déchets amiantés non répertoriés ont été découverts dans les sols. Malgré les nombreux diagnostics réalisés en amont, cette pollution inattendue** a présenté un risque sanitaire tant pour les travailleurs que pour les riverains, ce qui a conduit l'EPFL à suspendre le chantier le 14 juin 2021 par un ordre de service.

Les travaux ont toutefois redémarré le 6 septembre 2021. Mais dès le 10 septembre 2021, le titulaire du chantier a découvert de **nouvelles terres polluées par un mélange d'hydrocarbures et amiante, non répertorié dans les différents diagnostics réalisés avant les travaux.**

La situation est complexe, car la dépollution et le désamiantage sont deux savoir-faire très différents régis par des réglementations et des techniques de curage et des modes opératoires spécifiques. **Cette situation requiert donc une interopérabilité accrue concernant les moyens des intervenants :**

- ✓ Seules quelques entreprises disposent des capacités de traiter des terres où se mélangent hydrocarbures et amiante ;
- ✓ L'urgence liée au risque sanitaire imposait une action rapide.

L'EPFL a donc agi précipitamment et a fait appel au département désamiantage de VALGO, déjà mobilisé sur le site, plutôt que de faire intervenir une nouvelle entreprise. L'intervention d'un autre prestataire, qui n'aurait pas eu les connaissances du chantier, en plus de l'entreprise VALGO semblait difficile compte tenu des aléas techniques et organisationnels que cela aurait engendrés. De ce fait, seul le titulaire du marché était en mesure de réaliser les prestations de désamiantage.

Pour rappel, il était convenu dans le marché dépollution que le département désamiantage du titulaire intervienne sur le chantier pour traiter une gaine ciment amiantée diagnostiquée en amont dans le diagnostic amiante avant démolition.

Le 21 juin 2021, l'EPFL a pris contact avec le département désamiantage du titulaire afin de lui transmettre le pré-rapport amiante et sollicité un devis du département désamiantage de VALGO, qui a proposé deux options :

- ✓ Évacuation des terres polluées sans tri préalable pour un montant de **2 009 565 € HT** ;
- ✓ Tri préalable des terres pour un montant de **578 405 € HT**. Il s'agit ici de trier visuellement les terres pour les mettre en filières adaptées si nécessaire ou les laisser si les terres sont saines.

Les parties se sont accordées sur la solution de tri préalable, formalisée par lettre en date du 20 juillet 2021.

**Cependant, par un déferé le 17 décembre 2021, le Préfet de l'Isère a saisi le Tribunal Administratif de Grenoble, demandant l'annulation du marché sans publicité ni mise en concurrence préalable,** attribué le 20 juillet 2021.

Le Préfet soutenait que la lettre du 20 juillet 2021 ne peut être considérée comme un avenant au marché ou comme un marché négocié.

L'EPFL répondait qu'il était contraint de régulariser ce marché en urgence au regard de la nécessité de débiter les travaux de désamiantage.

Par jugement en date du 21 juin 2024, le Tribunal Administratif de GRENOBLE a annulé le marché et l'ensemble des accords en découlant pour les motifs suivants :

- ✓ La présence d'amiante sous le sol n'était pas totalement imprévisible, car une conduite amiantée avait été découverte le 20 avril 2021 lors d'un diagnostic préalable ;
- ✓ Aucune urgence sanitaire n'imposait le traitement immédiat des terres, et des solutions alternatives, telles que le confinement du site, auraient pu être mises en place en attendant un nouvel appel d'offres ;
- ✓ D'autres entreprises auraient pu offrir des services comparables à ceux de VALGO ;
- ✓ Aucun cas ne justifiait une modification du marché en cours d'exécution sans consultation préalable.

**Pourtant, le marché conclu avec l'EPFL a déjà été entièrement exécuté par son cocontractant VALGO.**

Face à ce constat et soucieux de régler à l'amiable les modalités d'indemnisation liées à l'annulation du marché public de travaux déjà exécuté, les Parties se sont ainsi accordées sur les termes définitifs du présent protocole (le « **Protocole** »).

**CECI AYANT ETE RAPPELE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## Article 1 – OBJET

1.1 Le Protocole a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles les Parties s'accordent sur les modalités de remboursement et le montant des sommes de part et d'autre.

1.2 L'objet des présentes est de porter par écrit l'accord que les Parties sont parvenues à atteindre volontairement et de bonne foi.

Par ailleurs, les Parties reconnaissent que l'envoi par courriel d'une copie numérisée du présent Protocole avec la signature manuscrite des Parties aura pleine valeur exécutoire et force obligatoire et produira les mêmes effets que la version originale et signée du présent Protocole.

Il entrera à vigueur à compter de la confirmation par les deux Parties par email de la version signée par elles.

## Article 2 – BASE JURIDIQUE

L'annulation de la lettre de commande entraîne l'annulation en cascade des accords en découlant. Il convient alors à la demande de la Préfecture de l'Isère de mettre en œuvre les opérations juridiques et comptables du remboursement des sommes entre les Parties.

Celles-ci, et notamment le Titulaire qui a exécuté les travaux ne doit pas en subir un préjudice financier.

La comptabilité publique impose une procédure de remboursement simultanée entre les parties au titre de l'enrichissement sans cause au bénéfice du titulaire et du remboursement de l'indu au bénéfice du représentant du pouvoir adjudicateur.

Ces modalités juridiques sont assises sur la doctrine en cours.

A ce titre ; la Question écrite n°17568 – 11<sup>e</sup> législature, JO Sénat du 09/09/1999 qui rappelle les modalités d'indemnisation liées à la résiliation d'un marché public déjà exécuté. La réponse à ce questionnaire rappelle le principe de l'enrichissement sans cause « *Lorsque la transaction est possible dans son principe, l'indemnisation du cocontractant pour les prestations exécutées et non encore réglées repose sur le **principe de l'enrichissement sans cause**, qui est un principe général applicable même sans texte à la matière des travaux publics (CE, 2 octobre 1966, société France Reconstruction Plan). [...] Il résulte de la jurisprudence que le montant de l'indemnité doit correspondre au remboursement des **dépenses du cocontractant qui ont été utiles** à la collectivité (CE, 23 décembre 1979, commune de Fontenay-le-Fleury). Cette indemnité, qui ne saurait excéder le prix du marché annulé, **peut prendre en compte, le cas échéant, la privation du bénéfice** que le cocontractant escomptait de l'exécution de ce marché (CE, 8 décembre 1995, commune de Saint-Tropez). [...] ».*

Pour être appliquée, l'enrichissement sans cause nécessite donc la réunion de plusieurs conditions :

- ✓ L'indemnité due au cocontractant doit être basée sur les dépenses utiles engagées, sans dépasser le prix du marché annulé (CE, 23 décembre 1979, commune de Fontenay-le-Fleury) ;
- ✓ peut inclure la privation de bénéfice escompté, à condition que l'évaluation se fonde sur des justificatifs (CE, 8 décembre 1995, commune de Saint-Tropez) ;

La Question écrite n°17568 – 11° législature, JO Sénat du 09/09/1999 rappelle également l'application de la règle de remboursement lors de sommes indûment payées « [...] Enfin, comme le rappelle la circulaire du 14 août 1987, l'annulation du marché par le tribunal administratif fonde l'administration à réclamer à l'entreprise le **fondement des sommes indûment payées**. En effet, la règle posée par les articles 1376 et 1377 du code civil de la répétition de l'indû a été considérée par le Conseil d'Etat comme étant de **portée générale** (CE, ASS, 1er décembre 1961, société Jean Roques). Cette règle est appliquée en droit administratif (CE, 19 décembre 1947, dame veuve Geneau).[...] ».

Ainsi, la somme versée au titulaire ne peut donc être supérieur au montant du contrat exécuté. Le montant total d'indemnisation ne doit pas dépasser le prix du marché initialement convenu. Sinon les indemnités égales au prix du marché constitueront une erreur de droit (CE, 8 décembre 1995, n°144029, Commune de Saint-Tropez).

Le comptable public pourra prendre en compte les conséquences financières de l'annulation du marché et des accords qui en sont issus en mettant en œuvre deux flux opposés de même montant couvrant toutes les sommes dues de part et d'autre.

L'article 2044 du Code civil permettant aux deux parties de régler un litige en dehors des tribunaux « *La transaction est un contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit.* »

Les articles 1376 et 1377 du Code civil permettant de garantir sur un document écrit le remboursement d'une somme indûment versée « *L'acte sous signature privée par lequel une seule partie s'engage envers une autre à lui payer une somme d'argent ou à lui livrer un bien fongible ne fait preuve que s'il comporte la signature de celui qui souscrit cet engagement ainsi que la mention, écrite par lui-même, de la somme ou de la quantité en toutes lettres et en chiffres. En cas de différence, l'acte sous signature privée vaut preuve pour la somme écrite en toutes lettres.* »

L'objet de cet accord est donc l'indemnisation des parties.

### **Article 3 - L'INDEMNISATION DES PARTIES**

L'indemnisation est fixée sur le montant TTC réglé par l'EPFL du Dauphiné à la société Titulaire VALGO. Son sous-traitant REVERSO a été réglé directement par le Titulaire. Ce qui explique que le sous-traitant ne soit pas parti au présent protocole.

Le montant fixé au présent protocole se réfère exclusivement aux documents listés ci-dessous et placés en annexes.

- Au vu du Devis n°21-A-38-00273-B effectué le 30 juin 2021 et comprenant les dépenses liées au tri des terres polluées à l'amiante en annexe n°1.
- Au vu de la Facture n°21-12-2922 comprenant le montant total de l'acte du Service fait effectuer le 13 décembre 2021 en annexe n°2

- Au vu du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en annexe qui recueille les données et les documents compilés dans un dossier tout au long de la phase de construction a été communiqué en fin de travaux.

Ce document précise les diligences exactes qui ont été exécutées et permet ainsi de vérifier les prestations qui ont été facturées. Il montre que les quantités réellement exécutées sont inférieures à celles prévues du devis ; ce qui explique que la différence de prix entre le devis et la facture.

### **3.1 – Remboursement pour enrichissement sans cause du titulaire**

- **Le remboursement des dépenses utiles pour l'EPFL du Dauphiné**

Le contrat étant nul, l'entrepreneur réclame le remboursement de ses dépenses qui ont été utiles à la collectivité envers laquelle il s'était engagé (CE, 23 mai 1979, n°00063, commune de Fontenay-le-Fleury).

- **L'intégration de l'indemnité couvrant la perte financière correspondant à la marge et tous bénéfices du titulaire.**

Le montant des dépenses utiles engagées par les cocontractants pour la commune, est augmenté d'une somme réparant le préjudice financier pour la perte bénéficiaire.

Par le présent accord VALGO reconnaît que le montant de l'indemnité indiqué ci-dessous couvre les deux montants (dépenses utiles + perte du bénéfice) sans avoir la nécessité de détaillé les différents montants afin de protéger le secret commercial de l'entreprise.

Quoiqu'il en soit, il est rappelé que la somme versée ne saurait être supérieure au montant du marché.

Il est convenu que l'EPFL du Dauphiné règle au titre de l'enrichissement sans cause et pour couvrir toutes indemnités à VALGO la somme de **600 036,24 € TTC**.

Le Titulaire n'ayant pas subi de préjudice financier, il ne requière pas d'indemnité.

### **3.2 – Remboursement de l'indu à l'EPFL du Dauphiné**

- **Récupération des sommes indûment versées**

Si un marché public est annulé, la collectivité peut demander le reversement des sommes qui auraient été versées de manière indue à l'entreprise (CE, ASS, 1er décembre 1961, société Jean Roques).

Cette règle s'applique en droit administratif et autorise l'administration à émettre un ordre de reversement pour récupérer ces sommes (CE, 19 décembre 1947, dame veuve Geneau).



Il est convenu que VALGO (Titulaire du marché) renonce aux sommes indûment versées par l'EPFL en le remboursant pour un montant **de 600 036,24 € TTC.**

#### **Article 4 – ETENDUE – DUREE**

4.1. Le présent Protocole prendra effet à compter de sa signature jusqu'à l'exécution pleine et entière des obligations stipulées dans le présent Accord.

4.2 Les droits et obligations concédés aux Parties contractantes s'étendent de plein droit aux ayants-cause des Parties et autres successeurs en droit.

#### **Article 5 – OBLIGATIONS COMMUNES**

5.1 En conséquence de ce qui précède, en contrepartie de la parfaite exécution des obligations respectives des Parties ci-avant décrites, chacune des Parties s'estime totalement remplie de ses droits.

5.2 Chacune des Parties renonce ainsi à tous droits, instances et actions, demandes, réclamations et prétentions nés ou à naître, à l'encontre de l'autre Partie, portant sur l'exécution, la conclusion, la réalisation et/ou la résiliation du protocole, que ce soit dans un cadre contractuel ou extracontractuel et ce, à quelque titre et sur quelque fondement juridique que ce soit.

#### **Article 6 – ABSENCE DE DENIGREMENT / DIFFAMATION**

6.1 Les Parties s'engagent à s'abstenir de tout commentaire à un tiers sur l'autre Partie, les services qu'elle fournit et/ou les produits qu'elle commercialise, qui pourrait ternir la réputation de cette autre Partie.

6.2 En cas de non-respect par l'une des Parties de ces obligations, l'autre Partie se réserve le droit de demander réparation du préjudice subi.

#### **Article 7 – CONFIDENTIALITE**

7.1 Le présent Protocole demeurera strictement confidentiel, les Parties s'interdisant en conséquence (i) de faire usage de ce dernier d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour leur propre compte ou pour le compte de tiers et (ii) d'en divulguer, sous quelque forme que ce soit et pour quelque cause que ce soit à des tiers, les causes, le principe, le contenu ou les effets, en totalité ou en parties, sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie.

7.2 Est considéré comme ayant un caractère confidentiel l'ensemble des documents, correspondances et informations échangés entre les Parties (et/ou leurs Conseils), oralement et par écrit, avant, pendant et après la conclusion du présent Protocole.

7.3 Le caractère confidentiel de ce Protocole ne pourra être levé qu'en cas de demande par les autorités administratives, fiscales ou sociales, sur réquisitions judiciaires, ou pour faire homologuer et exécuter le Protocole.



7.4 Les Parties conviennent que l'obligation de confidentialité mise à leur charge perdurera 5 ans après à la fin du présent Protocole.

## **Article 8 – PORTEE ET MODIFICATIONS**

8.1 Les stipulations ci-dessus ont été librement débattues et arrêtées par les Parties.

8.2 Le Protocole vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil et conformément à sa traduction en droit administratif, mettant irrévocablement fin aux différends rappelés ci-dessus.

8.3 En conséquence, les présentes ont autorité de force jugée en dernier ressort entre les Parties conformément aux dispositions de l'article 2052 dudit Code, et conformément à sa traduction en droit administratif, aux termes duquel « *La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet* », et ne peut être attaquée pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

8.4 Aucune stipulation du présent protocole, ni aucune des mesures prises par les Parties conformément à celui-ci, ne saurait constituer un aveu de responsabilité de l'une ou l'autre des Parties, ni un accord sur les affirmations, allégations ou réclamations de l'une ou de l'autre.

8.5 Toute modification aux présentes devra être constatée par avenant dûment signé par les Parties ; toute modification ne répondant pas aux conditions précitées sera considéré comme inopposable.

## **Article 9 - RENONCIATION A RECOURS ET DEMANDE COMPLEMENTAIRE**

9.1 Par le présent protocole, conclue sans reconnaissance de responsabilité, les parties signataires entendent mettre irrévocablement fin au différend les ayant opposées.

9.2 En conséquence, les parties renoncent à toute demande financière complémentaire et future en lien avec ce protocole et de manière irrévocable renonce à toute instance, action ou recours ultérieur qu'il soit amiable ou contentieux, devant quelque instance que ce soit, pour tout point objet du présent protocole ayant pour cause directe ou indirecte les faits et l'opération exposés et plus largement l'exécution du marché de travaux objet du présent protocole transactionnel. Ce protocole revêt l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Cela étant exposé, les Parties s'accordent pour se revoir au terme de la procédure en cours, visant la régularité du marché de désamiantage, dans le cas où l'arrêt de dernière instance annulerait le jugement de première instance.

## **Article 10 - DROIT APPLICABLE – TRIBUNAUX COMPETENTS**

Il est convenu entre les Parties que le Protocole ainsi que les droits et obligations en résultant seront soumis et interprétés conformément au droit français et que tout différend relatif au Protocole, à sa validité, à son interprétation et à son exécution sera exclusivement soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble territorialement compétent.

**Article 11 - SIGNATURE**

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

**Pour EPFL**

**Pour VALGO**